



European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

October 2022 | FR



«The Grassroots view» (Le point de vue des citoyens) — Saison 3, épisode 21 — Les prix de l'agriculture biologique et la situation de l'alimentation biologique en Europe

Dans cet épisode, nous explorons l'agriculture biologique, la production biologique et l'alimentation biologique, à travers le prisme des premiers Prix européens du bio. Ceux-ci ont été décernés en septembre 2022 à huit organisations européennes qui excellent tout au long de la chaîne de production alimentaire biologique: des meilleures fermes bio aux meilleures régions bio, en passant par les meilleures PME bio et les meilleurs restaurants bio. Quelles sont les perspectives d'atteindre l'objectif fixé par l'Union européenne, consistant à consacrer 25 % des terres agricoles à la culture biologique d'ici à 2030? L'alimentation biologique contribue-t-elle à la sécurité alimentaire et à l'accessibilité des denrées alimentaires en cette période de crise des prix et de l'énergie? Si oui, de quelle manière? Ce sont quelques-unes des questions qui sont abordées avec nos invités: **Peter Schmidt** (CESE), **Alexander Wugk** (Lilla Bjers), **Michel Pâque** (la Ferme à l'Arbre), **Jörg Daunke** (J. Kinski) et **Eddy Wax** (POLITICO Europe). (tk)

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)

- [GA](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

J'aimerais profiter de cette plateforme pour mettre en évidence deux initiatives qui seront lancées prochainement par le CESE pour aborder les plus grandes questions auxquelles le monde doit répondre aujourd'hui, à savoir l'urgence climatique et la

guerre en Ukraine.

Du 6 au 18 novembre se tiendra la réunion annuelle de la **convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27)**, à Charm el-Cheikh en Égypte. Les enjeux sont plus élevés que jamais, car l'urgence est exacerbée par les phénomènes météorologiques extrêmes, prédits depuis longtemps par les modèles de changement climatique, et qui causent des destructions et de terribles souffrances dans le monde entier. Cette semaine, alors que les dirigeants mondiaux se préparent à se rencontrer pour tenter une nouvelle fois de parvenir à un accord susceptible d'éviter au monde la catastrophe climatique qui le guette, le CESE votera sur une résolution qui leur sera adressée. Elle réclame des décisions audacieuses quant aux principales questions qui seront abordées: le financement de l'action climatique, l'adaptation, les pertes et dommages et la prise de mesures plus ambitieuses. La résolution reconnaît par ailleurs

que tous les secteurs ont un rôle à jouer. Au CESE, nous avons bâti des points de vue solides sur tous ces éléments au cours des dernières années. La voix des partenaires sociaux et des organisations de la société civile est forte et sans équivoque.

Il est essentiel de reconnaître l'urgence de la situation climatique actuelle. Les effets du changement climatique touchent la société, les citoyens, l'économie, la stabilité sociale, etc. Il n'est pas seulement question d'environnement: il s'agit d'une véritable menace existentielle. Je vous encourage, ainsi que les organisations que vous représentez, à nous aider à véhiculer le message de notre résolution, de sorte que la voix de la société civile européenne se fasse entendre jusqu'à Charm el-Cheikh.

Par la suite, les 24 et 25 novembre, le CESE organisera un triple débat à Zagreb, en Croatie, qui aura pour thème **la guerre en Ukraine et son incidence sur l'Union européenne**. Trois questions cruciales y seront posées: comment la guerre et le nouveau statut de candidat de l'Ukraine influenceront-ils l'élargissement de l'Union et les perspectives des pays candidats de longue date? Quelles seront les répercussions de ces événements sur les choix de l'Europe en matière d'énergie et sur la progression vers la neutralité carbone, compte tenu de la flambée des prix de l'énergie, qui provoque des ravages sur le plan économique et met à l'épreuve la détermination de nos pays dans le domaine de l'écologie? La communication constitue un facteur clé de cette guerre: qui a le dessus actuellement et quelles sont les dernières informations à ce sujet, et comment l'Europe réagit-elle face à l'énorme vague de désinformation qui s'apprête à déferler sur son territoire?

Cette année, des experts et des faiseurs d'opinion renommés feront également part de leurs points de vue et participeront aux débats avec les organisations de la société civile qui sont aux prises avec les retombées de la guerre, qu'il s'agisse d'employeurs assaillis de factures d'énergie astronomiques qui menacent leur entreprise, de travailleurs qui luttent pour parvenir à chauffer leur logement et à joindre les deux bouts, ou encore de militants qui se chargent d'accueillir les innombrables réfugiés qui affluent sur le territoire. Il est très probable que votre organisation soit elle aussi confrontée à ces problèmes. Nous vous encourageons donc à prendre part à la conversation lors de notre manifestation en ligne, afin d'aider la culture du dialogue constructif et les informations avérées à persister en ces temps incertains où elles sont menacées.

Gardez un œil sur cette rubrique!

Cillian Lohan

Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

26-27 octobre 2022, Bruxelles

Session plénière du CESE

6-18 novembre 2022, Charm el-Cheikh

[Le CESE à la COP 27](#)

24-25 novembre 2022, Zagreb



DROIT AU BUT

Dans cette rubrique, nous invitons les membres du Comité à mettre en avant des sujets qui les intéressent particulièrement et qui sont au cœur de leurs activités. Pour la troisième fois depuis 2017, le Parlement européen organise, du 24 au 30 octobre, une semaine européenne de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce thème constitue une priorité pour l'Union dans son ensemble, et en particulier pour le Comité, qui plaide en faveur de l'égalité des droits.

Maria Nikolopoulou, présidente du groupe «Égalité» du CESE, souligne les éléments qui relient les deux institutions, la manière dont le Comité souhaite participer à ce projet, les questions qui nécessitent le plus d'attention et les actions concrètes qui seront mises en œuvre au sein du CESE au cours de la semaine de l'égalité entre les hommes et les femmes.



MARIA NIKOLOPOULOU: LA SEMAINE EUROPÉENNE DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES AU CESE

Pour la deuxième année consécutive, le CESE collabore avec le Parlement européen et reproduit son initiative de Semaine européenne de l'égalité entre les hommes et les femmes. L'idée est d'inclure une perspective de genre dans les débats qui sont au cœur des travaux du Comité.

Le CESE a décidé d'organiser un certain nombre d'événements qui auront lieu en marge des réunions de section ou de la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) au cours des mois d'octobre et de novembre. En outre, à l'occasion de sa session plénière d'octobre, qui se tiendra pendant la Semaine de l'égalité entre les femmes et les hommes,

le CESE organisera un débat avec **Evelyn Regner**, députée européenne et vice-présidente du Parlement européen, qui y est responsable de cette initiative.

Le CESE s'est emparé de cette initiative avec enthousiasme, et j'espère que nous pourrons la reconduire aussi longtemps que nécessaire pour sensibiliser au fait que, même si nous progressons sur la voie d'une

égalité effective entre les hommes et les femmes, les progrès ne sont ni suffisamment rapides ni consolidés. Notre société est ouvertement contre les inégalités, la discrimination et la violence à l'égard des femmes. En toute conscience et sur la place publique, les droits des femmes sont défendus et respectés par la majorité. Mais malheureusement, certaines attitudes et discours sont tellement ancrés dans notre société que des personnes, inconsciemment, tombent dans le piège de les perpétuer, et que d'autres le font sciemment pour faire obstacle à tout changement sociétal.

Les compétences des différentes sections du CESE nous permettent de mettre en évidence la situation des femmes dans des contextes variés, de ceux très majoritairement masculins à ceux où les femmes sont les plus représentées. L'égalité entre les hommes et les femmes ne concerne pas que les femmes. Il s'agit d'une condition préalable à l'édification de sociétés équitables, résilientes et prospères. C'est la raison pour laquelle il est important pour les femmes et les hommes de marcher ensemble, main dans la main, en faisant preuve de respect et de soutien mutuels.

Maria Nikolopoulou, membre du CESE et présidente du groupe «Égalité»



IMAGINEZ L'UKRAINE...

Dans notre tribune «Imaginez l'Ukraine», nous publions des photographies relatant la guerre en Ukraine et ses conséquences. Ce sont souvent des journalistes qui nous rapportent ces éléments, car ce sont eux qui se rendent dans les endroits qui nous sont inaccessibles afin de documenter les événements et d'éviter ainsi qu'ils ne tombent dans l'oubli.

Cette photographie a été prise, choisie et commentée par **Jowita Kiwnik Pargana**, journaliste polonaise, correspondante auprès de l'Union européenne et auteure de nombreux reportages réalisés en Ukraine.

Tandis que je suis en train de choisir cette photo, les Russes bombardent Kiev, Lviv, Dnipro, Kharkiv et Zaporijia. Au moment où Poutine se venge de l'attaque du pont de Crimée, ce cliché revêt une triste actualité. Cette nuit-là, les sirènes ont commencé à retentir à deux heures du matin et Oleksiy Kolomyets, biathlète et grand sportif de l'ère soviétique qui porta la flamme olympique aux Jeux de Moscou en 1980, a réveillé sa famille. Ils se sont précipités dans un abri qu'Oleksiy a aménagé dans le sous-sol de sa maison. Il y a placé des tapis, des couvertures, des couettes, des sacs de couchage, une réserve de nourriture, et caché des armes sous un matelas. Sa femme, Lioudmila, et son petit-fils se sont endormis, blottis l'un contre l'autre sur le canapé. Oleksiy est resté par terre pour monter la garde. Au bout d'une heure, l'alerte a été levée. Au matin, les sirènes ont retenti à nouveau, comme c'est trop souvent le cas ces derniers jours, et ils ont pris leur petit-déjeuner au sous-sol. Depuis le 24 février, les abris antiaériens font partie du quotidien des Ukrainiens. Bon nombre de stations de métro et de souterrains dans les hôpitaux, salles de spectacle, écoles ont été transformés en abris. Certains Ukrainiens, à l'image d'Oleksiy, ont aménagé un refuge dans le sous-sol de leur propre maison.

Jowita Kiwnik Pargana, journaliste polonaise, correspondante pour la *Deutsche Welle* à Bruxelles, auteure de nombreux reportages réalisés dans l'Ukraine occupée.

«UNE QUESTION À ...»



«Une question à ...»

Dans cette rubrique «Une question à ...», nous demandons aux membres du CESE d'expliquer en quoi l'avis qu'ils présentent importe pour la législation européenne du point de vue de la société civile organisée. Cette fois-ci, nous avons interrogé Tomasz Wróblewski, l'auteur de l'avis sur le thème des procédures stratégiques visant à étouffer le débat public.

CESE info: Vous êtes le rapporteur de l'avis SOC/734 sur l'«Initiative contre les recours abusifs visant les journalistes et les défenseurs des droits». Il s'agit des actions en justice stratégiques contre la participation de la société au débat démocratique, parfois connues sous l'appellation de «poursuites-bâillons» ou encore désignées par leur abréviation anglaise SLAPP, pour «Strategic Lawsuits Against Public Participation». Cette pratique de «poursuites-bâillons» nuit à la liberté d'expression et cible tout particulièrement les journalistes d'investigation, qu'elle vise à intimider et à harceler au moyen de procédures judiciaires. Pour remédier à cette situation, la Commission européenne propose une directive de l'Union pour lutter contre les poursuites stratégiques altérant le débat public. Quel regard le CESE pose-t-il sur cette proposition et qu'est-ce qui doit en assurer l'efficacité?



Tomasz Wroblewski: les poursuites stratégiques contre la participation du public (procédures-bâillons) — de quoi s'agit-il et comment s'en prémunir?

La liberté d'expression et la liberté de débat public sont les pierres angulaires de toute démocratie moderne. La capacité de fournir des informations, d'exprimer des opinions ou de présenter différents points de vue est essentielle au développement d'une société civile informée. Ce sont ces valeurs fondamentales qui guident l'action contre les poursuites stratégiques altérant le débat public (procédures-bâillons).

Ces dernières années, il est devenu de plus en plus fréquent de recourir aux institutions judiciaires pour harceler et intimider non seulement les journalistes, mais aussi les militants engagés dans des questions sociales, les défenseurs des droits de l'homme, les lanceurs d'alerte ou les simples citoyens engagés dans la vie publique. Le CESE salue dès lors l'initiative de la Commission visant à fournir des outils adéquats pour se prémunir contre cette instrumentalisation de la justice qui restreint la circulation des informations et la possibilité d'exprimer divers avis et des points de vue.

Les mécanismes proposés par la Commission semblent totalement appropriés, en revanche, pour résoudre le problème de manière globale, il y a lieu d'envisager d'en ajouter un certain nombre à la liste. Dans la mesure où la directive envisagée est de nature transfrontière, il est nécessaire que tous les États agissent simultanément pour procéder à un réexamen des dispositions juridiques existantes et mettre en œuvre des solutions nationales qui offrent également une protection adéquate contre les procédures-bâillons.

Il convient par ailleurs de ne pas négliger la question extrêmement importante de l'accès à une éducation adéquate. Il faut sensibiliser les professionnels du droit et les participants au débat public à la menace que représentent les procédures-bâillons et aux possibilités de s'en défendre sur la base de la directive et de la législation nationale.

Tomasz Wróblewski, membre du CESE

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

La rubrique «L'invité surprise» présente les points de vue et les avis de personnalités dont les comportements, les actions et les engagements sont remarquables et méritent d'être portés à l'attention du public. Dans cette édition, nous publions un article de Jowita Kiwnik Pargana, journaliste polonaise et

correspondante auprès de l'Union européenne.

Jowita Kiwnik Pargana est une journaliste polonaise. Elle a travaillé pour le journal *Gazeta Wyborcza* et l'agence de presse PAP en Pologne. Elle est diplômée de l'École polonaise du reportage. Elle est correspondante accréditée auprès de l'Union européenne depuis plusieurs années et travaille au sein de la rédaction polonaise de la *Deutsche Welle* à Bruxelles. Elle est l'auteure de nombreux articles sur les questions sociales, la culture et les affaires internationales. Depuis février 2022, elle se rend régulièrement en Ukraine pour y documenter des événements en lien avec la guerre et réaliser des reportages sur le quotidien des Ukrainiens.



Jowita Kiwnik Pargana: «Mes héros ukrainiens»

Ça a commencé dès la frontière. Peu après le début de la guerre en Ukraine, je me suis rendue au point de passage frontalier, pas encore pour le travail à ce moment-là, mais pour y apporter de l'aide humanitaire. Des flots de gens faisaient alors la traversée, essentiellement des femmes et des enfants, dont tous les projets

avaient du jour au lendemain cessé d'être.

J'ai rencontré des femmes qui avaient réussi à emballer tous leurs biens dans un sac à dos et avaient marché plusieurs dizaines de kilomètres jusqu'à la frontière, manœuvrant devant elles leurs poussettes. Elles avaient laissé leurs maris et leurs fils au pays, ne sachant pas où ils passeraient la nuit ni qui pourrait les recueillir.

Je me suis rendue en Ukraine peu de temps après, cette fois en tant que journaliste, pour montrer comment la guerre bouleverse la vie des gens.

J'y ai recueilli le témoignage d'Inna, de Marioupol, qui s'était cachée pendant trois semaines dans une cave d'où elle voyait les corps de ses voisins gisant dans la rue, sans pouvoir les enterrer en raison du pilonnage incessant de l'artillerie tout autour.

Petro, lui aussi de Marioupol, m'a raconté comment il avait cherché de l'eau potable dans les coudes de radiateurs en fonte.

Halina, 82 ans, qui s'est retrouvée seule pendant la guerre, m'a fait ce récit: «J'ai remarqué une petite vieille. Je suis allée la voir, elle pleurait. Je lui ai dit: ne pleure pas, là où tu iras, j'irai aussi. Je ne te laisserai pas seule.»

Je me rappelle les enfants ukrainiens racontant ce que la guerre signifiait pour eux. Alissa, 5 ans, qui savait que les gens s'entretuent quand c'est la guerre. Jenia, 12 ans, qui affirmait avec conviction que Poutine n'était pas président, juste un dictateur.

J'ai entendu l'histoire d'une petite fille que sa mère porteuse avait abandonnée dès la naissance et dont les parents biologiques ne s'étaient jamais signalés.

La liste des héros que je présente dans mes reportages est longue. Derrière chaque nom se cache une nouvelle histoire, marquée par la guerre. Ce ne sont pas des choses faciles à entendre, mais dans ces moments-là, les journalistes doivent contenir leur colère.

Ce n'est pas le moment de s'appesantir sur nos émotions, nous ne sommes pas là pour pleurer avec nos héros, mais juste pour écouter leurs histoires. Le temps des larmes vient plus tard, après le travail, à la maison.

Les Ukrainiens répondent volontiers aux questions. Ils ont envie de parler des atrocités commises par les Russes, il leur tient à cœur de mettre à bas la désinformation russe qui prétend que les Ukrainiens simulent les attaques et se massacrent entre eux.

Nous, les journalistes, sommes là pour faire en sorte que le monde sache ce qui se passe vraiment en Ukraine.

NOUVELLES DU CESE



Le CESE se félicite de la priorité accordée aux PME dans les futures mesures de l'Union

Au cours d'un débat organisé par le CESE sur les défis et les perspectives pour les PME dans l'UE, les participants ont salué les mesures annoncées dans le discours sur l'état de l'Union et ont examiné les propositions du CESE visant à faciliter les transmissions d'entreprises alors que leur multiplication soulève des préoccupations.

Lors de sa session plénière du 22 septembre, le CESE a tenu un débat sur le thème «**Les PME en Europe — défis et perspectives**». Ont participé à cette discussion **David Clarinval**, ministre belge des PME, **Isabelle Schömann**, secrétaire confédérale de la Confédération européenne des syndicats, et **Véronique Willems**, secrétaire générale de SMEUnited. À cette occasion, le rapport du CESE consacré aux transferts d'entreprises dans l'UE a également été présenté.

M. Clarinval a dressé un tableau contrasté de la situation des PME belges, mettant en évidence leurs atouts (la numérisation, l'innovation et l'accès au financement), mais aussi leurs faiblesses (la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'indexation automatique des salaires et les retards de paiement). «Le marché unique est fondamental pour ces entreprises», a-t-il indiqué. «Toutefois, il ne fonctionne pas toujours de façon optimale, et dans de nombreux cas, les préoccupations d'ordre énergétique pourraient, aujourd'hui encore, ne donner lieu à des réponses qu'au niveau national.» Il a ensuite décrit les mesures mises en place par les autorités belges pour aider les entreprises à surmonter la crise énergétique, en insistant sur les régimes de flexibilité de paiement.

M^{me} Schömann a concédé que le fait de vouloir soutenir les PME en ces temps difficiles en révisant les règles en matière d'aides d'État et la politique de concurrence est une démarche tout à fait louable. Il n'y a rien de mal à investir dans l'éducation, le perfectionnement et la reconversion professionnels pour appuyer les entreprises dans les transitions écologique et numérique, mais les entreprises et les PME auraient tort d'envisager la dimension sociale de la double transition uniquement sous l'angle des compétences. De même, au vu de ce qui s'est passé lors des récentes crises, «il est inacceptable que les entreprises, qu'elles soient de grande ou de petite taille, puissent accéder à des fonds publics sans la moindre condition. Une conditionnalité sociale est nécessaire pour maintenir l'emploi, et des emplois de qualité», a-t-elle affirmé. «La qualité des emplois repose aussi sur l'exercice effectif de la démocratie sur le lieu de travail, par l'information et la consultation des travailleurs. L'anticipation des changements ne constitue pas une question qui concerne uniquement les entreprises. Ces dernières doivent traiter ce problème aux côtés des travailleurs, de manière à ce que chacun puisse s'approprier les mesures mises en place.»

M^{me} Willems a salué les nouvelles mesures annoncées dans le discours de la présidente de la Commission sur l'état de l'Union, notamment les plafonds des recettes pour les producteurs d'électricité et l'ensemble de mesures de secours en faveur des PME dans le besoin, en particulier la directive sur le retard de paiement, «car il est tout simplement injuste qu'une faillite sur quatre soit due à des factures non payées à temps. Au cours de son mandat actuel, la Commission a lancé de nombreuses initiatives qui auront une incidence sur les PME. Toutefois, nous ne pouvons pas encore qualifier le cadre juridique de favorable», a-t-elle ajouté avant de mentionner les lacunes relevées par son organisation, en particulier la nécessité de rendre le [test PME](#) plus efficace et d'alléger la charge réglementaire: «le principe "un ajout, un retrait" ne suffit pas. Nous devons adopter une approche "un ajout, davantage de retraits"», a-t-elle précisé. (dm)



Le CESE demande la mise en place d'une évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes pour toute future législation

Lors de sa plénière de septembre dernier, le CESE a adopté un avis d'initiative sur l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes. Depuis des années, les jeunes demandent que leur point de vue soit entendu dans les processus décisionnels. Avec cet avis, le CESE devient le premier organe de l'Union à soutenir leur appel en faveur d'un mécanisme d'évaluation de l'impact de toute législation future sur la jeunesse.

Le Comité fait valoir que pour obtenir un effet durable qui aille au-delà de l'Année européenne de la jeunesse, les jeunes doivent être associés à l'élaboration des politiques.

*«Ce sont les jeunes qui plaident pour cette évaluation, déclare **Katrīna Leitāne**, rapporteure pour l'avis. Si l'on veut produire des réglementations et des politiques de meilleure qualité, il faut introduire une évaluation de l'impact du point de vue des jeunes: un instrument d'analyse d'impact conçu pour garantir qu'aucune politique ne produise d'impact négatif prévisible sur la jeunesse et les générations à venir, en instaurant un dialogue de fond avec les jeunes, et en proposant des mesures d'atténuation.»*

Le CESE prend acte de la référence à l'évaluation d'impact de l'Union du point de vue des jeunes dans la communication de la Commission sur les résultats de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Il souligne toutefois que la proposition de la Commission n'est pas à la hauteur des objectifs fixés par la proposition initiale : il lui manque un dialogue significatif avec les organisations de jeunesse et les experts, et qu'elle échoue à prendre en compte de façon systématique dans toutes les politiques les effets à long terme des politiques sur les générations futures.

Le CESE préconise aussi une coopération interinstitutionnelle accrue pour mettre en cohérence les initiatives existantes qui ont marché, notamment le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, Votre Europe, votre avis! ou encore la Rencontre des jeunes européens (EYE). Par ailleurs, le Comité présente une liste de propositions visant à encourager la participation des jeunes au sein même du CESE, et il examinera les moyens d'intégrer le concept d'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes dans ses travaux. (gb)



Un Fonds d'adaptation au changement climatique pour assurer une réaction rapide face aux crises

Dans un avis d'initiative, le CESE propose de créer un Fonds d'adaptation au changement climatique pour assurer une réaction rapide face à de nouvelles crises climatiques et énergétiques. Ce Fonds compléterait les politiques déjà mises en

place par l'UE et garantirait une utilisation plus efficace des financements existants.

À titre d'exemple, le Fonds de solidarité de l'UE qui est doté d'un budget annuel de 500 millions d'EUR, même s'il a déjà apporté un soutien impressionnant aux États membres depuis 2002, n'est pas en mesure de couvrir les coûts induits par les dommages qu'ont provoqués les catastrophes naturelles de 2021. Rien que dans l'ouest de l'Europe, le coût des inondations a été estimé à 38 milliards d'EUR.

Le rapporteur de l'avis, **M. Ioannis Vardakastanis**, a déclaré: «Notre vision pour ce Fonds est qu'il doit constituer un solide mécanisme de financement qui exploite les fonds existants de l'UE, afin de réagir rapidement en cas d'urgence et d'aider à reconstruire les territoires sinistrés. C'est une façon très ambitieuse de reconstruire et protéger les zones touchées par des crises pressantes sur le plan climatique, énergétique, environnemental.»

De surcroît, la crise énergétique actuelle n'était pas encore à l'ordre du jour lorsque le budget du cadre financier pluriannuel de l'UE pour la période 2021-2027 et le plan de relance NextGenerationEU ont été mis au point. Le Fonds répondrait plus efficacement que les mécanismes existants à la nécessité d'investir d'urgence dans des sources d'énergie de substitution. Ce point est d'autant plus important à l'heure actuelle, au moment où de nombreux foyers sont dans l'incapacité de payer leur facture de gaz ou d'électricité.

«Nous ne sommes pas suffisamment préparés pour faire face aux urgences et aux catastrophes induites par le changement climatique et la crise énergétique, que ce soit sur le plan du volume des financements ou de la rapidité d'intervention», a indiqué **M^{me} Judith Vorbach**, corapporteuse de l'avis. «La mise en place d'un Fonds d'adaptation au changement climatique nous offrirait un outil important pour y remédier.» (tk)



[L'Union européenne doit mettre l'accent sur la durabilité sociale](#)

Dans un avis d'initiative, le CESE demande à la Commission de décrire les dispositions nécessaires pour étendre la taxinomie de l'Union en matière de durabilité aux objectifs sociaux. En effet, le règlement sur la taxinomie charge la Commission de publier un rapport à ce sujet, ce que celle-ci n'a pas fait jusqu'à présent.

«Le CESE préconise une taxinomie globale, couvrant la durabilité tant environnementale que sociale. Une taxinomie sociale contribuerait à orienter les investissements vers des objectifs sociaux», fait valoir **Judith Vorbach**, la rapporteure de l'avis. «Elle devrait constituer une norme de référence et refléter un niveau d'ambition plus élevé que celui prévu dans la législation.»

La taxinomie de l'Union européenne est un système de classification qui établit une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental en vue de démultiplier les investissements durables au service du pacte vert pour l'Europe.

Le CESE estime qu'une taxinomie sociale contribuerait à lutter contre les fausses allégations d'entreprises qui veulent attirer des investisseurs socialement responsables, en fournissant des informations exactes sur leur empreinte sociale. Une taxinomie conçue avec intelligence pourrait aider dans une large mesure à se prémunir contre un tel «blanchiment social», comparable à l'«écoblanchiment» qui a cours dans le domaine environnemental.

Kęstutis Kupšys, membre du groupe d'étude, fait valoir que le secteur financier ne demande qu'à amorcer un dialogue sur la taxinomie sociale. «Il existe sur le marché une volonté de disposer de produits financiers durables, y compris sur le plan social», explique-t-il. «Tant que nous ne bénéficierons pas d'une classification claire de ce qui peut être considéré comme "social", cet aspect fera défaut dans le domaine des investissements durables.» (tk)



Droits fondamentaux et état de droit: il est temps de passer des recommandations à l'action!

Le 26 septembre, le CESE a tenu une [conférence consacrée au dernier rapport de la Commission européenne sur l'état de droit](#), pour discuter des moyens de garantir que les recommandations formulées dans le rapport se traduisent par des améliorations tangibles dans les États membres.

Pour la toute première fois, le [rapport de la Commission européenne sur l'état de droit](#) comporte des recommandations par pays en matière de justice, de corruption, de médias et d'équilibre des pouvoirs. Les avancées ont été inégales au sein de l'Union et de graves préoccupations subsistent dans un certain nombre d'États membres.

«L'Union européenne devrait toujours exploiter l'ensemble des instruments dont elle dispose, y compris la conditionnalité budgétaire, pour répondre à toute nouvelle attaque contre la démocratie, l'état de droit ou les droits de l'homme, dès qu'elle se présente et où qu'elle survienne», a affirmé **Christa Schweng**, présidente du CESE, en ouverture de la conférence.

Le commissaire européen à la justice, **Didier Reynders**, a déclaré: «Cette année a montré une fois de plus combien il est fondamental d'enraciner une solide culture de l'état de droit au sein de l'Union. Alors que nous unissons nos forces pour aider l'Ukraine à défendre sa souveraineté et son intégrité, nous ne pouvons demeurer crédibles que si nous protégeons également l'état de droit au sein de l'Union européenne.»

La conférence a aussi été l'occasion de présenter le [deuxième rapport de synthèse du groupe «Droits fondamentaux et état de droit» \(DFED\) du CESE](#), offrant un compte-rendu des visites de pays que le groupe a organisées en 2020 et 2021 au Danemark, en Allemagne, en Irlande, en République tchèque, en Espagne, à Chypre et en Lituanie. **Cristian Pîrvulescu**, président du groupe DFED, a ainsi expliqué que «si les systèmes démocratiques des pays visités ont généralement montré un bon niveau de résilience, il apparaît

plus clairement que jamais qu'il est indispensable de disposer de garde-fous et d'un équilibre des pouvoirs efficace, ce qui inclut le rôle de surveillance joué par la société civile».

Dans ses observations finales, **Edita Hrdá**, représentante permanente de la République tchèque auprès de l'UE, a souligné l'importance de la société civile: «La société civile est à même de donner vie aux droits de l'homme. Promouvoir l'état de droit est une mission de longue haleine, qui exige non seulement de la coopération, mais aussi une vigilance constante de notre part.» (gb)



Prix européens du bio 2022: la meilleure PME, le meilleur détaillant de produits alimentaires et le meilleur restaurant viennent d'Allemagne, de Belgique et de Suède

Le 23 septembre, le Comité économique et social européen a proclamé les lauréats des tout premiers [prix européens du bio](#), organisés conjointement avec la Commission européenne et d'autres partenaires afin de récompenser l'excellence tout au long de la chaîne européenne de valorisation du bio.

Les lauréats sont:

- La meilleure PME de transformation de produits alimentaires bio: [Goodvenience.bio GmbH](#) – Magdala, Thuringe, Allemagne
- Le meilleur détaillant de produits alimentaires bio: [La ferme à l'arbre de Liège](#) – Lantin, Liège, Belgique
- Le meilleur restaurant bio: [Lilla Bjers HB](#) – Visby, île de Gotland, Suède

Les lauréats des différentes catégories ont été annoncés lors d'une cérémonie spéciale organisée à la Commission européenne à l'occasion de la Journée européenne du bio et présidée par **Janusz Wojciechowski**, commissaire européen à l'agriculture.

Christa Schweng, la présidente du CESE, a déclaré: «Depuis des années, le CESE joue un rôle moteur en plaidant en faveur d'une politique alimentaire plus durable et plus globale dans l'Union. Nous sommes donc très fiers d'être l'un des organisateurs de ces prix et, par là, de contribuer à sensibiliser à la capacité du secteur biologique de concourir à la mise en place de systèmes alimentaires plus durables.

Les lauréats d'aujourd'hui ont montré en quoi ils concourent, par leur travail quotidien, à faire de la transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus équitables une réalité», a déclaré **Peter Schmidt**, président de la section «Agriculture, développement rural et environnement» (NAT) du CESE.

Les prix ont été lancés dans le cadre d'un engagement pris dans le [plan d'action en faveur du développement de la production biologique](#) de la Commission européenne afin de reconnaître l'excellence tout au long de la chaîne alimentaire biologique, de l'agriculteur au restaurant. (ks)



Le déploiement des technologies d'élimination du carbone dans l'industrie est essentiel à la réalisation des objectifs du pacte vert

Lors de sa session plénière de septembre, le CESE a adopté un avis d'initiative sur les technologies qui permettront la décarbonation de l'industrie européenne.

La loi européenne sur le climat qui a été adoptée a défini un objectif ambitieux de réduction des émissions à l'horizon 2030 et confirmé l'objectif de neutralité climatique d'ici à 2050. La réalisation de ces objectifs nécessitera le déploiement de technologies d'élimination du dioxyde de carbone (EDC). Moins la réduction des émissions de gaz à effet de serre sera rapide et rigoureuse, plus la dépendance à l'égard des technologies EDC sera forte en vue d'atteindre les objectifs fixés dans l'[accord de Paris](#).

«La décarbonation nécessitera une profonde transformation des activités industrielles au cours des 30 prochaines années», a déclaré **Andrés Barceló Delgado**, le rapporteur de l'avis. «Si de nombreuses technologies à faible intensité de carbone existent déjà, les progrès en la matière restent lents. Nous aurons besoin de feuilles de route technologiques ambitieuses pour développer et déployer à grande échelle ces technologies de pointe, et l'UE se doit de promouvoir l'innovation par l'intermédiaire des fonds pour le climat et pour l'innovation», a-t-il ajouté.

Selon le moment où les technologies EDC sont mises en place, elles peuvent servir deux fins différentes: i) parvenir plus rapidement à une situation de zéro émission nette en compensant les émissions dans les secteurs où elles sont les plus difficiles à réduire, et ainsi accroître la probabilité de rester sous les seuils de température; ou ii) ramener le réchauffement climatique mondial sous les seuils fixés après un pic de température au-dessus de ces seuils (dépassement temporaire).

«Le développement des technologies, associé à l'éducation et à la reconversion professionnelle des travailleurs, est essentiel à la transition écologique dans l'industrie manufacturière. Le dialogue social, tant au niveau européen qu'au niveau des États membres et des régions, devrait contribuer à faire en sorte que la nécessité d'une transition écologique et juste dans le secteur soit reconnue, acceptée et soutenue. Le renforcement des capacités et les projets visant à définir les compétences clés seront primordiaux pour assurer une transition industrielle efficace qui ne laisse personne de côté», a déclaré **Monika Sitárová**, la corapporteuse de l'avis. (ks)



Énergie — Le CESE met en garde contre le risque de créer de nouvelles dépendances

Dans un avis récent, le CESE soutient le plan REPowerEU de la Commission européenne visant à ce que l'UE se sèvre du gaz et

du pétrole russes, mais souligne que bon nombre des problèmes qui sont actuellement traités d'urgence auraient pu être évités ou atténués si l'on avait réduit la dépendance à l'égard des importations d'énergie il y a longtemps et achevé le marché de l'énergie, comme le demande le CESE depuis des années.

Dans l'avis élaboré par **Stefan Back, Thomas Kattnig** et **Lutz Ribbe** qu'il a adopté lors de sa session plénière de septembre, le Comité fait valoir que les effets économiques et sociaux de la crise mettront à mal le système démocratique de l'Union, à moins que des solutions adéquates ne soient trouvées. Il convient de mettre en œuvre sans délai des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement à un coût «aussi abordable que possible» pour les consommateurs comme pour l'industrie, victimes de la crise actuelle des prix; on risque sans cela de voir éclater des troubles sociaux.

Le CESE estime que le plan REPowerEU est un pas dans la bonne direction, mais met néanmoins en garde contre le fait que ces mesures d'urgence ne doivent pas conduire à de nouvelles dépendances ni nuire aux efforts visant à parvenir à la neutralité climatique dès que possible.

La Commission devrait élaborer une stratégie géopolitique d'importation d'énergie qui tienne compte des urgences d'ordre climatique et énergétique avant de proposer des partenariats énergétiques avec des pays non démocratiques ou politiquement instables.

Selon le Comité, l'urgente nécessité de garantir un approvisionnement impose de la flexibilité en ce qui concerne l'utilisation transitoire de combustibles fossiles et à faibles émissions. (mp)



[L'Union européenne a besoin d'investissements publics supplémentaires dans les infrastructures énergétiques pour lutter contre le changement climatique](#)

L'Union européenne doit faire face à la crise climatique en adoptant une approche basée sur trois éléments: la mobilisation du financement, l'engagement des citoyens et du secteur privé et une forte impulsion politique. Tel est le message porté par un avis d'initiative du CESE adopté lors de la session plénière de septembre.

L'[avis](#) élaboré par **Thomas Kattnig** et **Lutz Ribbe** indique que pour couvrir les besoins croissants en électricité et respecter les objectifs fixés en matière climatique, l'Union doit investir davantage dans les systèmes énergétiques intelligents et renouvelables et dans les infrastructures de stockage, et chacun doit jouer son rôle.

Selon Eurelectric, la fédération du secteur européen de l'électricité, l'Union se doit de doubler les investissements dans le réseau électrique, pour les porter à 55 milliards d'euros par an, et d'accroître les fonds consacrés au déploiement de capacités de production d'électricité propre, pour qu'ils atteignent un montant annuel de 75 milliards d'euros.

«Des investissements publics massifs sont nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en matière de transition énergétique et de climat. Il s'agit là d'une condition essentielle pour garantir la sécurité de l'approvisionnement, lutter contre la précarité énergétique, maintenir des prix abordables et créer des emplois», a déclaré **M. Kattnig**.

S'agissant de la future organisation des systèmes et des infrastructures énergétiques, le CESE soutient l'intention de la Commission d'optimiser la configuration du marché de l'électricité et se prononce résolument pour la réalisation d'évaluations qui analysent le comportement de tous les acteurs susceptibles d'intervenir sur le marché. «Afin de concevoir un marché de l'énergie fonctionnel, il est essentiel que la Commission évalue les avantages et les inconvénients d'une situation où les infrastructures énergétiques sont détenues par le public et le privé et/ou financées par le privé» a expliqué **M. Ribbe**.

Pour financer les investissements dans les infrastructures, le CESE recommande d'éponger les bénéfices exceptionnels et d'appliquer une «règle d'or» à tous les projets en lien avec l'indépendance énergétique. (mp)



Des soins de santé de qualité et abordables pour tous les Européens: «un modèle de société que nous défendons»

À l'occasion d'un débat avec **Margaritis Schinas**, vice-président de la Commission européenne, tenu lors de sa session plénière de septembre, le CESE a pressé la Commission de faire preuve d'ambition dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie européenne en matière de soins. Le CESE a insisté sur la question des travailleurs de la santé et de leurs compétences, leur formation et leurs conditions de travail et précisé qu'établir la confiance est une condition préalable à la réussite de l'espace européen des données de santé.

Lors de sa session plénière le 22 septembre, le CESE a tenu un débat sur les initiatives de l'Union européenne relevant de la politique de la santé avec **Margaritis Schinas**, vice-président de la Commission européenne et commissaire chargé de la promotion de notre mode de vie européen.

Christa Schweng, présidente du CESE, a déclaré que son institution «soutient toutes les initiatives de l'Union tendant à créer une union européenne de la santé et à renforcer la résilience et la préparation face à toute future menace éventuelle».

«Nous sommes déterminés à montrer que la santé, ce n'est pas juste une politique, c'est notre identité, c'est un pan du modèle de société ouverte que nous défendons, de notre mode de vie européen», a souligné **M. Schinas**.

Première institution de l'Union européenne à avoir préconisé la création d'une union européenne de la santé, le CESE a adopté des avis concernant deux des initiatives de la Commission en matière de santé,

dont l'objectif est que chaque Européen, sans exception, accède à des soins de santé de qualité à un prix abordable.

Dans son avis sur l'espace européen des données de santé, le CESE salue cette proposition dans laquelle il voit une excellente occasion de donner aux particuliers les moyens d'accéder à leurs données de santé à caractère personnel et d'en avoir la maîtrise. Il y exprime son soutien en faveur d'une campagne de communication publique à grande échelle pour aider les citoyens à comprendre les avantages du processus de partage, et les inciter à avoir foi et confiance dans le système.

«La confiance sera cruciale. Les citoyens doivent être à l'aise avec l'utilisation de leurs données, que ce soit pour améliorer les services publics ou éventuellement pour combattre des maladies et mettre au point des solutions innovantes grâce à la recherche», a précisé le rapporteur de l'avis, **Gonçalo Lobo Xavier**.

Le CESE a également adopté un avis sur la stratégie relative au personnel et aux soins de santé, dans lequel il réclame une stratégie ambitieuse de prise en charge centrée sur les personnes, susceptible d'améliorer les soins de santé et les soins de longue durée dans toute l'Union, et d'assurer des normes de qualité égales dans tous les États membres ainsi que parmi les régions de chaque pays. Il propose une garantie européenne en matière de soins qui assurerait à toute personne vivant dans l'Union de pouvoir accéder à des services de soins abordables.

«Le système de soins constitue un test décisif pour notre mode de vie européen, qui doit être socialement juste et inclusif», a fait valoir **Zoe Tzotze-Lanara**, rapporteure de l'avis.

Danko Relić, corapporteur de l'avis, a insisté sur la nécessité de disposer de personnels de santé formés, compétents et motivés. «Les travailleurs de la santé doivent bénéficier de bonnes conditions de travail. Ils doivent recevoir une rémunération suffisante et leurs horaires doivent être décents; ils doivent bénéficier d'un équilibre satisfaisant entre vie professionnelle et vie privée, et disposer de garanties quant à leur santé et leur sécurité au travail», a insisté **M. Relić**. (II)



[La lutte contre la précarité énergétique devrait figurer au premier rang des priorités politiques des pays de l'UE](#)

Alors que le nombre de ménages qui sont dans l'incapacité de chauffer leur logement va vraisemblablement augmenter dans l'Union et que l'inflation annuelle de l'énergie dépasse 40 %, le

CESE, dans un avis récent, invite instamment l'UE et ses États membres à mettre en œuvre des mesures urgentes pour prévenir et combattre la précarité énergétique.

Le CESE demande avec insistance à l'Union européenne et aux États membres de faire de l'égalité d'accès à l'énergie et de la sécurité de l'approvisionnement énergétique à un coût abordable leur priorité absolue.

Dans un avis intitulé [«Lutte contre la précarité énergétique et résilience de l'Union»](#), adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE reconnaît l'importance accordée à l'énergie dans les récentes initiatives de la Commission européenne, telles que le paquet «Ajustement à l'objectif 55», la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et la vague de rénovations. Cependant, le Comité avertit qu'en l'absence d'une mise en œuvre rapide, d'engagements forts et de mesures concrètes de la part des États membres, ces initiatives ne seront pas suffisantes pour faire face à la crise actuelle.

«Il convient d'adopter une approche commune pour bien cerner ce qu'est la précarité énergétique et la combattre, au niveau de l'UE», a déclaré **Ioannis Vardakastanis**, rapporteur de l'avis. «Et cette approche peut conduire à une définition commune. Dans le même temps, nous devrions laisser à chaque État membre le soin de trouver des solutions sur mesure. Les États membres doivent veiller à ce que les plus vulnérables ne soient pas privés de soutien.»

Les mesures nationales visant à atténuer les effets négatifs de la hausse des prix sur les plus vulnérables devraient prévoir un soutien financier direct et des politiques sociales, ou encore des incitations et une aide pour réduire la consommation d'énergie, en fonction des circonstances nationales et locales spécifiques.

Afin de garantir une approche véritablement globale, le CESE plaide en faveur de la mise en place d'une coalition politique large et ambitieuse pour lutter contre la précarité énergétique, dont les actions devraient être définies plus en détail dans le cadre d'une stratégie de l'UE. Son objectif serait de réduire la précarité énergétique au minimum d'ici 2030 et de l'éradiquer totalement à long terme.

Outre les institutions de l'UE, la coalition associerait des organisations de la société civile, notamment celles qui représentent les populations les plus exposées au risque de précarité énergétique. Les collectivités locales et municipales devraient également y être associées.

Le CESE souligne par ailleurs l'importance d'investir dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ainsi que dans la rénovation à grande échelle des bâtiments. Les États membres, en collaboration avec les collectivités locales et régionales, devraient donner la priorité à des rénovations en profondeur qui permettraient de réaliser plus de 60 % d'économies d'énergie. Pour que cela soit réalisable, un volume important d'investissements privés est manifestement nécessaire. (II)



[Les lignes directrices de la Commission pour les politiques de l'emploi des États membres répondent de manière adéquate aux défis les plus urgents](#)

Le CESE a récemment émis une évaluation favorable des lignes directrices de la Commission européenne pour les politiques de l'emploi des États membres, estimant qu'elles sont adéquates dans la mesure où elles répondent aux problèmes les plus urgents qui se posent sur le marché du travail.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE a souligné que les incertitudes grandissantes liées à la conjoncture géopolitique actuelle — susceptibles d'avoir une incidence négative sur l'économie de l'Union européenne, de provoquer une hausse de l'inflation et une récession et de réduire le pouvoir d'achat — justifient une action résolue de la part des États membres, qui devraient œuvrer en

faveur d'un marché unique véritablement intégré et aider les PME à se développer.

«Les pénuries de main-d'œuvre prennent à nouveau un tour plus aigu. Nous estimons dès lors qu'il convient de mettre en œuvre des mesures efficaces pour encourager les partenaires sociaux à se pencher sur les besoins en matière de compétences au niveau national, en prenant des mesures qui soient adaptées à chaque secteur et chaque contexte local. Il devient de plus en plus important, tant pour les travailleurs que pour les entreprises, d'acquérir les aptitudes et les compétences nécessaires», a déclaré **Mariya Mincheva**, rapporteure de l'avis, lors de la session plénière.

Le CESE fait observer qu'il convient d'accroître le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration et l'exécution des réformes et politiques sociales, économiques et de l'emploi, notamment en renforçant leurs capacités.

L'avis du Comité indique qu'un défi essentiel consiste à faire baisser le taux d'inactivité, et qu'un soutien ciblé est particulièrement important pour les chômeurs de longue durée. En outre, il met plus particulièrement en évidence la pauvreté des travailleurs et la nécessité de disposer d'instruments stratégiques tels que des salaires décents, y compris des salaires minimaux adéquats, de même que des incitations financières bien conçues et limitées dans le temps, accompagnées de mesures ciblées et efficaces pour l'acquisition de compétences ou leur perfectionnement.

Il y aurait également lieu de renforcer les politiques conçues pour soutenir les jeunes, les personnes handicapées et d'autres groupes vulnérables sur le marché du travail.

En 2022, la Commission européenne a proposé un certain nombre de modifications des politiques de l'emploi des États membres. Elles tiennent compte d'initiatives récentes et ajoutent de nouveaux éléments liés à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le CESE a salué l'accent mis par la Commission sur le contexte de l'après-COVID, afin d'assurer une croissance durable.

Les lignes directrices modifiées concernent des questions diverses, notamment la stimulation de la demande de main-d'œuvre, l'amélioration de l'accès à l'emploi, l'acquisition d'aptitudes et de compétences tout au long de la vie, l'amélioration du fonctionnement des marchés du travail, l'efficacité du dialogue social et la promotion de l'égalité des chances pour tous. (II)

NOUVELLES DES GROUPES



[Une Europe vieillissante a besoin de plus de transmissions d'entreprise réussies](#)

Par Mira-Maria Kontkanen, membre du groupe des employeurs du CESE

Si on les compare aux start-up, les entreprises qui ont connu une transmission réussie affichent de meilleures performances du point de vue de leur pérennité, de leur chiffre d'affaires, de leurs bénéfices, de l'innovation et de l'emploi. Bien qu'il y ait de bonnes raisons de soutenir les jeunes entrepreneurs européens, les transmissions d'entreprise doivent être encouragées de la même manière sur la voie de la reprise et de la croissance en Europe.

Un changement de propriétaire est un élément naturel du cycle de vie d'une entreprise et présente de plus en plus d'intérêt à mesure que les entrepreneurs européens vieillissent. Chaque année, ce sont quelque 450 000 entreprises employant 2 millions de travailleurs qui sont transmises en Europe. L'on estime cependant que chaque année, la transmission de quelque 150 000 entreprises risque d'échouer, ce qui met en danger 600 000 emplois environ.

Accroître le nombre de transmissions d'entreprise réussies profite immédiatement à l'économie européenne. Des écosystèmes performants de transmission d'entreprise et des mécanismes de soutien non seulement préservent les emplois européens, mais favorisent également la cohésion économique et sociale dans les zones rurales. Ils y garantissent également une variété de produits et de services ainsi que des moyens de subsistance. Les transmissions d'entreprise peuvent également faciliter et favoriser la transition écologique et numérique des MPME européennes, le moment du transfert de propriété étant souvent propice au renouvellement de l'entreprise et à l'adoption de nouvelles méthodes de travail.

Même si la responsabilité finale de la transmission d'entreprise incombe à l'entrepreneur, il reste encore beaucoup à faire au niveau des États membres et au niveau européen pour augmenter le nombre de transmissions d'entreprise réussies, notamment:

- développer des activités de sensibilisation telles que la mise en place d'une semaine de la promotion des transmissions d'entreprise et de forums nationaux des parties intéressées en matière de transmission d'entreprise;
- créer un baromètre paneuropéen de la transmission d'entreprise pour appuyer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, à l'échelon tant européen que national;
- faire entrer le savoir-faire concernant le rachat d'une société et d'une succession dans l'éducation à l'esprit d'entreprise et développer des incitations en faveur de la transmission de petites sociétés à des jeunes entrepreneurs;
- favoriser les transmissions de microentreprises et de PME par-delà les frontières, en établissant par exemple des liens entre les places de marché de la transmission d'entreprise dans toute l'Europe.

L'Europe devrait viser à faire en sorte que l'acquisition d'une entreprise existante constitue une opportunité tout aussi attrayante et reconnue que la création d'une jeune entreprise. Cela ne peut se faire que si l'UE et les États membres placent la promotion de la transmission d'entreprise au cœur de leurs politiques de relance, de croissance et d'entrepreneuriat.

Vous pouvez consulter le texte intégral de cet article dans le [numéro de septembre de la lettre d'information du groupe des employeurs](#). L'avis du CESE sur «Les transferts d'entreprises en tant que promoteurs d'une reprise et d'une croissance durables dans le secteur des PME», dont M^{me} Kontkanen était la rapporteure, est disponible [ici](#).



Le travail décent dans le monde: lutter contre le travail forcé et améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement européennes

Par le groupe des travailleurs du CESE

Nous soutenons largement les avancées de la Commission sur le travail décent, mais craignons que les lacunes des propositions actuelles donnent lieu à une mise en œuvre sous-optimale.

Les Européens voient peut-être le travail forcé comme un problème lointain, mais en réalité il nous touche de bien plus près que ce que l'on pourrait croire. Parmi les objets qui peuplent notre quotidien, des vêtements aux téléphones portables, [nombreux sont ceux qui contiennent des éléments fabriqués en recourant à la main-d'œuvre forcée](#).

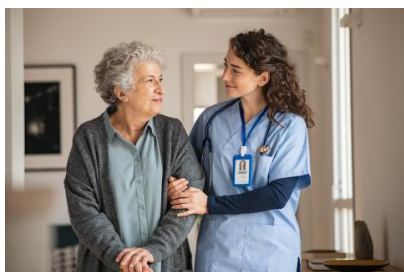
Les efforts en vue de limiter et de prévenir l'esclavage moderne avaient permis de réduire constamment le nombre de personnes victimes du travail forcé. Toutefois, cette tendance s'est inversée en 2016.

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'il y avait 28 millions de travailleurs forcés en 2021, soit 10 millions de plus qu'en 2016. Sur cette même période, [le nombre d'enfants de 5 à 17 ans astreints au travail](#) a augmenté de plus de 8 millions, pour atteindre 160 millions.

L'Union européenne a tenté d'utiliser la politique commerciale pour lutter contre l'esclavage moderne à l'étranger. Ces efforts n'ont pas été vains. En début d'année, [l'OIT a annoncé que l'Ouzbékistan était exempt de travail des enfants et de travail forcé](#) après des actions menées conjointement par l'Union européenne, les États-Unis, l'Allemagne, la Suisse et l'OIT.

Plus récemment, l'Union a cherché à renforcer ses outils de lutte contre les pratiques irrégulières qui ont cours à l'étranger en matière de travail. [En février](#), la Commission a publié une communication sur le travail décent dans le monde, qui réaffirme l'engagement de l'Union européenne en la matière, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. Elle présente également les domaines sur lesquels la Commission entend se concentrer, en renforçant ses actions et ses instruments, déjà existants ou en devenir. La [proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité](#) établit un devoir pour les grandes entreprises, qui seront tenues de remédier aux incidences négatives de leur chaîne d'approvisionnement sur les droits de l'homme et l'environnement. En outre, durant son discours sur l'état de l'Union, la présidente von der Leyen a [proposé d'interdire les produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union européenne](#).

Nous réitérons notre large soutien aux avancées de la Commission en matière de travail décent. Néanmoins, nous craignons que les lacunes des propositions actuelles donnent lieu à une mise en œuvre sous-optimale. De nombreuses PME n'atteindront pas le seuil applicable au nombre de salariés ou au chiffre d'affaires net qui les inclurait dans le champ d'application de la législation. La terminologie vague employée dans la directive met son efficacité en péril et nécessite des éclaircissements supplémentaires. L'absence de codification des structures de dialogue social risque d'empêcher les travailleurs de faire office d'outil de contrôle efficace. Les efforts déployés par l'Union pour améliorer les normes de travail dans le monde sont clairement nobles, mais il reste à voir si ses propositions seront appliquées de manière adéquate. (lc)



Il nous faut des systèmes de santé et de soins qui soient centrés sur les personnes, leurs droits et leurs besoins

Par Danko Relić, membre du groupe des organisations de la société civile du CESE et rapporteur de l'avis SOC/720

Pour assurer la solidité et la résilience des systèmes de santé et de soins dans l'Union européenne, nous avons besoin de personnels formés, compétents et motivés. Il nous faut des systèmes de santé et de soins qui soient centrés sur les personnes, leurs droits et leurs besoins.

Cela signifie également que les citoyens devraient prendre part à toutes les discussions, consultations et décisions en la matière. Si ces conditions sont réunies, nous pourrions réussir à offrir à chacun une couverture de santé centrée sur les personnes et un «droit à la santé», tel que l'a recommandé la conférence sur l'avenir de l'Europe. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions garantir que tous les Européens disposent d'un accès égal et durable à des soins de santé abordables et de qualité, à visée tant préventive que curative.

Dans l'[avis d'initiative](#) qu'il a récemment adopté sur la [«Stratégie relative au personnel et aux soins de santé»](#), le CESE demande que soit créé un service européen de suivi du personnel de santé pour aider les États membres à élaborer et à pérenniser des structures de planification et à en coordonner les aspects transfrontières. Un lien pourrait être établi avec le droit à la libre circulation des travailleurs de la santé et des soins. Le Comité propose également de procéder à une mise à jour du plan d'action en faveur du personnel de santé de l'Union. Celle-ci passerait par une planification et une approche prévisionnelle intégrées pour ce qui est des personnels de santé et de soins, ainsi que par la mise à jour des compétences de ces différents professionnels, notamment en ce qui concerne les possibilités qu'offre la numérisation.

Pour de plus amples informations concernant l'avis SOC/720: <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/opinions-information-reports/opinions/strategie-relative-au-personnel-et-aux-soins-de-sante-pour-lavenir-de-leurope>

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



CONNECTING EU SEMINAR 2022

**Geopolitical turmoil at Europe's door:
the perspective of civil society**

24-25/11/2022

Zagreb, Croatia - Hotel Dubrovnik



Perturbations géopolitiques aux portes de l'Europe: le point de vue de la société civile

Le séminaire annuel du CESE à l'intention des professionnels de la communication de la société civile, qui se tiendra à Zagreb les 24 et 25 novembre, se penchera sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'UE et abordera trois questions épineuses.

Le séminaire «Perturbations géopolitiques aux portes de l'Europe: le point de vue de la société civile» examinera trois aspects essentiels de cette guerre:

● **L'élargissement de l'UE:** la guerre aura-t-elle un impact sur le processus d'élargissement de l'Union? Dans quelle mesure l'Ukraine, aujourd'hui un pays candidat, est-elle prête à adhérer à l'UE? Le traitement spécial dont elle bénéficie est-il équitable à l'égard des pays candidats qui attendent depuis des années dans l'antichambre de l'Union? Quel sera, à cet égard, le rôle de la Communauté géopolitique européenne qu'il est proposé de créer?

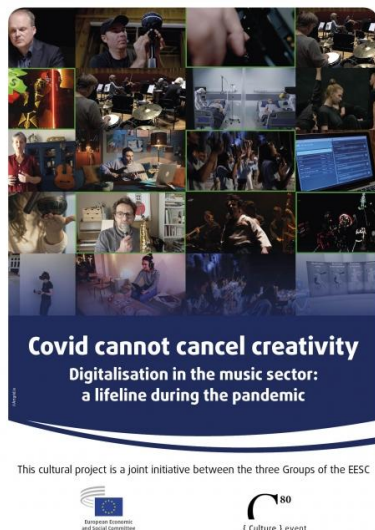
- **L'énergie:** alors que l'UE se détourne du gaz et du pétrole russes bon marché et que l'industrie et les travailleurs européens sont mis à rude épreuve, que peuvent faire les pays de l'UE pour aider leurs citoyens à traverser cette tempête? Seront-ils tentés de revenir au charbon très polluant ou ces événements contribueront-ils à accélérer une transition écologique? L'UE peut-elle sortir les États membres de cette crise aussi efficacement qu'elle l'a fait avec la COVID-19?

- **La communication:** l'une des armes clés de cette guerre, la communication, exploite à plein le nouveau potentiel offert par la technologie. Comment les camps opposés l'utilisent-ils? Qui l'emporte sur ce point et comment l'UE fait-elle face à cette nouvelle vague de désinformation?

La célèbre journaliste, écrivaine et historienne franco-russe **Galia Ackerman** et les journalistes **Tim Weber**, spécialiste de la désinformation en ligne et créateur de BBC online, **Regis Genté**, coauteur du livre «Volodymyr Zelensky: dans la tête d'un héros», et **Dušan Gajić**, auteur du documentaire «The Graduates» sur la crise d'identité déclenchée par la guerre en Serbie, figurent parmi les principaux intervenants.

Ce séminaire s'inscrit dans la série «Connecter l'UE» (qui en est à sa 16^e année), qui doit servir de plateforme offrant aux professionnels des médias et de la communication des organisations de la société civile la possibilité d'étoffer leur réseau tout en discutant de questions d'actualité d'intérêt commun qui concernent l'Europe. «Connecter l'UE» réunit des membres du CESE et d'autres représentants de l'UE, des organisations partenaires des États membres, des journalistes et des chercheurs pour débattre des grandes questions du moment.

Le programme complet sera disponible prochainement sur le site internet du CESE. La participation au séminaire se fait uniquement sur invitation, mais quelques places sont disponibles pour les parties intéressées. Pour obtenir une invitation, veuillez envoyer un courrier électronique à l'adresse suivante: [\(dm\)](mailto:pressofficers@eesc.europa.eu)



La créativité en période de COVID-19: l'exemple de l'industrie musicale

Sur son site internet, le CESE présente une série d'entretiens vidéo avec des professionnels de la musique qui évoquent la manière dont la pandémie de COVID-19 a modifié leur travail.

Les secteurs de la culture et de la création ont été parmi les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19. Toutefois, grâce aux outils numériques, à la créativité et à l'innovation, les artistes ont pu rester en contact avec leur public. De nouvelles formes de contenu ont vu le jour, certaines montrant les artistes enregistrer à domicile, créant ainsi une relation plus personnelle avec leur public. La numérisation a également rendu la musique plus accessible aux groupes marginalisés ou vulnérables.

Cette série d'entretiens intitulés [«La COVID ne peut anéantir la créativité»](#) examine la manière dont ces professionnels se sont adaptés aux mesures restrictives de santé publique imposées en raison de la COVID-19 en utilisant intelligemment la numérisation et l'innovation, de quelle façon la situation sanitaire a accéléré la numérisation dans le secteur de la musique et comment il sera possible de tirer parti de cette innovation après la pandémie. Une attention particulière sera accordée aux avantages qu'apporte la numérisation au secteur de la musique.

Ce projet, une initiative conjointe des trois groupes qui forment le CESE (employeurs, travailleurs, organisations de la société civile), entend montrer à quel point la culture est cruciale, y compris en période de crise, et dans quelle mesure soutenir ce secteur et contribuer à sa survie est primordial pour notre société et sera un moteur fondamental de la relance.

Le lancement officiel de la manifestation intitulée «La COVID ne peut anéantir la créativité» aura lieu le 26 octobre. Vous pouvez visionner les vidéos [en cliquant sur ce lien](#). (ck)



Une exposition au CESE pour marquer le 20^e anniversaire de la monnaie commune de l'Europe

«Le parcours de l'euro» consiste en une série d'images retraçant l'histoire de l'euro, combinant des documents extraits des archives historiques de l'Union européenne, des informations fournies par la Commission européenne et des pièces d'exposition provenant de la Banque nationale de Croatie.

Alors que les discussions sont en cours concernant la possibilité d'introduire un euro numérique, les célébrations marquant le 20^e anniversaire de l'euro coïncident avec une augmentation du nombre d'États membres de l'UE qui l'utilisent comme devise, la Croatie étant amenée à rejoindre la zone euro le 1^{er} janvier 2023.

Le projet invite le public à suivre le cheminement de l'euro, depuis le concept initial jusqu'à l'introduction effective des pièces et billets en euros, et l'incite à engager une réflexion et à saisir pleinement toute l'importance de disposer d'une monnaie unique. L'euro est à la fois un symbole de paix et l'exemple le plus concret de l'intégration européenne.

L'exposition se tiendra au CESE du **5 au 31 octobre 2022**. (ck)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Daniela Marangoni (dm)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Luke Carroll (lc)
Marco Pezzani (mp)
Margarida Reis (mr)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)
Joris Vanderlinden (jv)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

11/2022